



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)**

route de Chalampé  
BP 1403  
68100 Mulhouse

Références : 0006705657\_2025\_10\_14\_PSA(Mécanique)\_VIIC-Suiv.-Sanct.-AIR  
Code AIOT : 0006705657

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans:

- le suivi des échéances d'une précédente visite de suivi des échéances qui a eu lieu le 11 septembre 2024 suite à un arrêté de mise en demeure du 16/08/2023 concernant la thématique des rejets AIR (notamment, le Plan de Gestion des Solvants et les émissaires AIR de l'atelier Mécanique).

Cette deuxième visite de suivi des échéances a été décidée au niveau de la sous-préfecture suite à

la prolongation du délai de mise en demeure et du maintien des propositions de sanctions prises lors de la visite de septembre 2024 pour deux points de contrôle (Flux global annuel COV pour l'atelier Mécanique B et D; Modifications des émissaires AIR de l'atelier Mécanique).

Cette visite actuelle doit permettre soit de lever la mise en demeure en cas de retour à la conformité, soit de déclencher les suites administratives en cas de non-conformité toujours présente.

- De plus, il s'agit également d'une visite d'inspection de suivi des échéances pour 2 points de contrôle (Dépôt de PAC et programme de surveillance du paramètre Poussières) dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure du 14 février 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 usines, les usines Mécanique B, C et D. L'unité des Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol. Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, le pôle Mécanique regroupent trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteur, traverses arrières, support de pédalier et flasques).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Flux global annuel COV - Mécanique B et D	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 7	Levée de mise en demeure
2	Modification des émissaires (chapeau chinois)	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Programme de surveillance Poussières - Mécanique	AP de Mise en Demeure du 14/02/2025, article 2	Levée de mise en demeure
4	Dépôt PAC pour nouveaux émissaires AIR	AP de Mise en Demeure du 14/02/2025, article 3	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté :

- la modification des émissaires AIR de l'atelier Mécanique B et D selon le devis présenté lors de la visite d'inspection du 11 septembre 2024
- la modification de la stratégie de l'exploitant afin de définir le programme d'autosurveillance pour le paramètre poussières des extracteurs d'ambiance pour l'atelier Mécanique. Cette stratégie prend désormais en compte la performance des installations et l'évaluation de l'impact sur l'environnement.
- le dépôt d'un dossier de Porter à Connaissance pour les 3 nouveaux émissaires constatés lors de la visite d'inspection du 11 septembre 2024

Le point de contrôle concernant le respect du flux global annuel pour les installations de l'atelier Mécanique B et D est rendue caduque de par:

- l'instruction partielle de l'EQRS (Évaluation Quantitative des Risques pour la Santé) transmis par l'exploitant en date du 12 septembre 2024 et la visite d'inspection du 19 mai 2025 qui a conduit à l'adaptation et la modification des valeurs de flux annuel pour le paramètre COV (Composés Organiques Volatils)
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2025 qui acte les modifications proposées par l'Inspection dans le cadre de l'instruction partielle de l'EQRS, qui modifie les prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 et par conséquent, rend caduque l'article 7 de l'arrêté de mise en demeure du 16 août 2023
- les constats de la présente visite d'inspection

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection, il est proposé au Préfet de lever la mise en demeure et ne pas déclencher la mise en place des sanctions administratives.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Flux global annuel COV - Mécanique B et D

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 7			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Amende - Flux COV			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Avant le 31 décembre 2023</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article <b>6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 Mai 2013</b> susvisé :			
« Les émissions de composés organiques volatils des activités définies à l'article 30-22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (application de revêtement sur support métal, plastique, hors peinture de caisses automobiles) respectent les dispositions suivantes:			
Bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Flux global annuel (tonnes de solvants par an) (émissions ca-

			nalisées + diffuses)
Mécanique B	Peintures moyeux-Tambours (2 émis-saires)	COV	2*
Mécanique B	Géomet I et II	COV	0.6*
Mécanique D	Cataphorèse (étuve zone de maintien)	COV	0,15*

\* établie sur la base de l'étude sanitaire de 2005, ramené au volume normal fabriqué de véhicule du site.

#### Constats :

Lors du contrôle du 11 septembre 2024, l'Inspection a constaté le non-respect du Flux global annuel de COV (Composés Organiques Volatils) en tonnes par an de solvants émis pour les lignes GEOMET I et II ainsi que la ligne Cataphorèse.

Pour cette non-conformité, l'Inspection a proposé à la signature du Préfet un projet d'amende.

Lors d'une réunion en Sous-Préfecture en date du 27 mars 2025, le relevé de décisions indique que " face au dépassement constaté du flux annuel de COV, l'exploitant a argumenté que ce dépassement s'entendait au regard d'une étude sanitaire (EQRS) ancienne (datant de 2005) et qu'une nouvelle EQRS (datant de 2024) démontrait la compatibilité des rejets avec le milieu."

A ce titre, le Sous-Préfet a décidé de mettre en suspens le projet d'amende dans l'attente de l'instruction de la nouvelle EQRS.

L'Inspection a instruit partiellement la nouvelle EQRS (la partie concernant l'atelier Mécanique) afin de vérifier les flux annuel de COV acceptable à travers la nouvelle EQRS.

En conclusion, l'Inspection a proposé la validation des nouvelles valeurs de flux annuel de COV pour l'atelier Mécanique:

Bâtiment	Identification de l'émissaire	Concentration pour les COVNM (mg/Nm3)	Flux annuel pour les COVNM (t/an)	Flux annuel pour les COV spécifiques (t/an)
Mécanique B	Peinture moyen tambour séchage	110	1,8	0,18
Mécanique B	Peinture moyen tambour application	110	3,94	0,394

Mécanique B	Géomet II Refroidisseur	110	6,47	0,647
Mécanique B	Géomet II Cabine	110	2,72	0,272
Mécanique B	Géomet I (application et séchage)	110	2,38	0,238
Mécanique D	Incinérateur	110	1,77	0,177
Mécanique D	Zone montée étuve cataphorèse	50	0,29	0,029
Mécanique D	Zone maintien étuve cataphorèse	50	0,0963	0,00963

Les données ci-dessus ont été actées par un arrêté préfectoral complémentaire signé par le Préfet du Haut-Rhin le 26 août 2025.

Ces éléments ont été inscrits dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) qui mentionne que "les dispositions de l'article 6.4 de l'APC du 16 mai 2013 concernant les COV sont remplacées par les dispositions suivantes: [...]"

Par conséquent, l'article 7 de l'arrêté de mise en demeure du 16 août 2023 s'appuyant sur une non-conformité vis-à-vis de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 est rendu caduque par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 :** Modification des émissaires (chapeau chinois)

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2

**Thème(s) :** Autre, Consignation - Modif. émissaires AIR

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai de 6 mois,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.1 de l'arrêté

**préfectoralcomplémentaire du 16 Mai 2013** susvisé :

« [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. [...] La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, mais pas d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeau chinois). [...] »

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11 septembre 2024, l'Inspection a constaté la présence de chapeaux chinois sur l'atelier Mécanique D le jour de la visite.

En complément, l'exploitant avait présenté un devis et un planning jusqu'en 2027 pour certains émissaires afin de retirer les chapeaux chinois.

A ce titre (du fait du non-retour à la conformité lors de la visite d'inspection), l'Inspection a proposé à la signature du Préfet un projet de consignation de somme du montant du devis présenté.

Lors d'une réunion en Sous-Préfecture le 27 mars 2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser les modifications des émissaires d'ici le 01 septembre 2025.

Le Sous-Préfet a pris acte des engagements de l'exploitant et a maintenu le projet de consignation avec mise en application différé au 01 septembre 2025.

Dans un courrier transmis à l'Inspection en date du 29 août 2025, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception (réf: Commande 7800019596 du 06/08/2025) et un rapport présentant toutes les modifications mises en place au niveau des émissaires non-conformes de l'atelier Mécanique B et D (réf: Commande 7800019596 du 06/08/2025)

Le contrôle du 14 octobre s'est attaché à vérifier les modifications réalisées et listées dans le rapport transmis.

En premier lieu, en salle, l'Inspection a analysé en présence de l'exploitant le rapport transmis et a vérifié la concordance avec le devis transmis (réf: DE11563) dans le cadre du projet de consignation.

L'Inspection a constaté que les modifications ont bien porté sur l'ensemble des émissaires notifiés dans le devis transmis.

En deuxième lieu, sur le terrain, l'Inspection s'est attachée à vérifier que les modifications des émissaires inscrits dans le rapport ont bien été réalisées sur le terrain.

L'Inspection a constaté, par échantillonnage (17 émissaires sur les 19 ciblés), que les modifications sur les émissaires ont bien été réalisées conformément au rapport et devis transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 :** Programme de surveillance Poussières - Mécanique

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 14/02/2025, article 2

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de 6 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article <b>3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013</b> susvisé :</p> <p>« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11 septembre 2024, l'Inspection a constaté que la méthodologie pour définir le programme d'autosurveillance du paramètre poussières était basée sur une analyse subjective de l'exploitant et que le choix de mesurer un seul émissaire ne se base pas sur la performance des installations par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En amont de la visite du 14 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 25 juillet 2025 une synthèse des moyens de maîtrise des rejets atmosphériques Mécanique sur le site de STELLANTIS Mulhouse (daté du 21 juillet 2025). Dans ce document, l'exploitant précise sa nouvelle méthodologie afin de définir le programme de surveillance des émissaires "procédés" et "ambiance" de l'atelier Mécanique.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a explicité sa démarche. Pour chaque branche de l'atelier Mécanique (B, C et D), l'exploitant a réalisé une synthèse des émissaires "procédés" en définissant ceux qui sont en service et ceux qui sont à l'arrêt. Ces éléments sont listés dans un tableau en indiquant pour chaque émissaire, les installations reliées, l'état de l'extracteur et le secteur. Enfin, ces éléments sont reportés sur un plan de l'atelier concerné afin de déterminer l'emplacement précis des émissaires. Dans le document, la démarche est dupliquée pour les émissaires "ambiant": synthèse, listing et report sur un plan. Le but de la démarche est de redéfinir le plan de surveillance des émissaires d'ici la fin de l'année 2025 pour une mise en application sur l'année 2026.</p> <p>La première étape est de réaliser une campagne de mesures sur la totalité des extracteurs ambiants de l'atelier Mécanique. D'après les dires de l'exploitant, cette campagne de mesures est prévue sur 2 semaines durant le mois d'octobre 2025. Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 07</p>



novembre 2025 une mise à jour de la synthèse des moyens de maîtrise des rejets atmosphériques Mécanique sur le site de STELLANTIS Mulhouse qui comprend une mise à jour du programme de surveillance des émissaires avec le retrait d'émissaires ambiant qu'il n'est pas nécessaire de mesurer car ils ne sont en lien avec des activités (bureaux, sanitaires).

En complément, l'exploitant a transmis les devis pour les campagnes de mesures sur les émissaires ambiant désignés (réf: 2877694.1 du 28/07/2025 - reçue par courriel le 15/10/2025 et réf: 3051660.1 du 06/11/2025 - reçue par courriel le 07/11/2025).

La deuxième étape consistera à analyser les rapports de mesures et à définir les émissaires les plus émissifs afin de les inclure dans le programme d'autosurveillance à partir de 2026.

D'après les éléments présentés et transmis par l'exploitant, l'Inspection a constaté que la nouvelle méthodologie pour définir le programme d'autosurveillance du paramètre poussières pour l'atelier Mécanique est basé sur la performance des installations par rapport aux obligations réglementaires (en fonctionnement ou non) et de leurs effets sur l'environnement (caractère le plus émissif après la réalisation de mesures des émissions).

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Dépôt PAC pour nouveaux émissaires AIR

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 14/02/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ajout émissaire AIR

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article **R. 181-46 - alinéa II du Code de l'Environnement** susvisé :

« II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] »

**Constats :**

L'exploitant a déposé un Porter à Connaissance en Préfecture le 26 mai 2025 et réceptionné par l'Unité départementale du Haut-Rhin le 02 juin 2025 concernant les rejets des 3 émissaires supplémentaires de l'atelier Mécanique D.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure